

# TRIBUNE



PB-PP | B-00802  
BELGIE(N) - BELGIQUE

AVRIL  
2016

**CGSP**

**FGTB Services Publics**

**GAZELCO**

72<sup>e</sup> année - n°4- avril 2016 (mensuel) dépôt CHARLEROI X | P402047 | retour : CGSP place Fontainas, 9/11 1000 Bruxelles

Repair Café.  
Jeter ?  
Pas question !



**DOSSIER P. 4**



## ÉDITO

Une journée, une expo  
et ... un combat à  
toujours recommencer

**P. 3**



## MOT QUI PUE

Collaborateur

**P. 7**



## GAZELCO

Après le trou dans la couche  
d'ozone... le trou dans le  
budget de l'État !

**P. 9**

## Prime syndicale 2015

### Rappel

Comme chaque année, le formulaire de demande de paiement doit être dûment complété.

N'oubliez pas de le signer et envoyez-le au secrétariat de votre secteur ou de votre régionale intersectorielle avant le 1<sup>er</sup> juillet 2016!

## Vignette cotisations

Chaque année, vous recevez une vignette autocollante attestant du paiement de vos cotisations syndicales pour l'année écoulée à apposer dans votre carnet syndical.

À partir de 2016, cet envoi ne sera plus automatique.

Cependant, les affiliés désireux de recevoir cette attestation peuvent en faire la demande à la CGSP fédérale soit par mail via l'adresse courriel [AFFILIATION@cgspaceod.be](mailto:AFFILIATION@cgspaceod.be), soit par téléphone au numéro 02/508 59 80.

## Élections sociales 2016

**VOTEZ**

**2**

[WWW.FGTB2016.BE](http://WWW.FGTB2016.BE)

**ELECTIONS SOCIALES**

**FGTB**  
Ensemble, on est plus forts

**FGTB.**  
POUR TOUJOURS

## DANS NOS RÉGIONALES

### Hainaut occidental - Voyage à Bruxelles

L'Amicale des Pensionnés CGSP organise le 18 mai un voyage à Bruxelles : visite du Parlement européen,

- repas à la Brasserie « Belle Vue » (boissons non comprises),
- visite du Musée du train « Train World »,
- visite du Domaine provincial de Huizingen.

Prix : 55 €/affilié CGSP-FGTB et 65 €/sympathisant. **Nombre de places limité.**

Renseignements et inscriptions à la régionale.

### Namur- Festivités du 1er Mai

**1er MAI 2016**  
**21° FESTIVITÉS A NAMUR**  
- INVITATION CORDIALE A TOUTES ET TOUS -  
CGSP - Rue de l'Armée Grenadier 41 - 5000 NAMUR

**PROGRAMME**

**10:30** Accueil - Café ☕  
**11:00** Meeting 💬

Sous la coprésidence de :  
**Patrick MERTENS**, Président de la FGTB Namur  
**Jolène TYSSAEN**, Secrétaire Régionale Intersectorielle de la CGSP Namur

Orateurs :  
**Joseph THONON**, pour la CGSP NAMUR  
**Marc GOBLET**, Secrétaire fédéral FGTB  
**Guy FAYS**, Secrétaire régional interprofessionnel de la FGTB NAMUR.

**12:00** Apéritif musical 🍷  
**12:30** Barbecue géant 🍖

(adultes : 12,00€ - enfants : 6,00€)  
Réservation obligatoire pour le 22/04/2016  
par virement au n° de compte : BE63 636-3827404-05  
(communication : + nombre de 000 adultes et enfants / 1<sup>er</sup> Mai 2016 \*)  
par téléphone : 081/72.91.13 ou 081/72.91.43  
par fax : 081/72.91.31  
par mail : [marie.dussart@cgsip.be](mailto:marie.dussart@cgsip.be)  
[helene.dupont@cgsip.be](mailto:helene.dupont@cgsip.be)

**14:00** Ambiance musicale 🎵  
et animations  
NASHVILLE ROOTS - DJ TOFF

**21:00** Clôture des festivités 🎉

DIVERS STANDS - GRANDE TOMBOLA Tirage permanent  
PAINS SAUCISSES (après 16h) - MUGUETS - BUFFET - PATISSERIES >

**FGTB Namur**

Et plus... Joseph THONON - Rue de l'Armée Grenadier 41 5000 NAMUR

Toutes infos et matériel disponibles sur le site [www.fgtb2016.be](http://www.fgtb2016.be)

## Une journée, une expo et ... un combat à toujours recommencer

Le 8 mars est la Journée internationale des droits des Femmes, c'est une évidence pour toutes et tous. Pourtant, à voir, à entendre ou à lire le nombre effarant de journalistes ou de commentateurs, voire de commentatrices parler de la journée des femmes ou pire de la femme, il y a vraiment du travail !

Car il s'agit bien de dire, au moins une fois par an, qu'il existe encore beaucoup d'inégalités en termes de droits entre hommes et femmes, tant dans la sphère professionnelle que à la maison, à l'école... La FGTB fédérale a compris que c'était la journée pour sortir une affiche et une vidéo mettant en scène un décolleté plongeant. Les vertus de la provocation et du second degré ne sont parfois pas à propos...

À Herstal, s'est tenu, durant ce mois de mars, une exposition « *Femmes en colère* » qui rappelle très justement la lutte des ouvrières de la FN, véritables pionnières du principe « *À travail égal, salaire égal* ». C'est une manière importante de rappeler que ce combat, elles l'ont mené contre leur patron bien sûr, mais aussi contre leurs collègues masculins, et même contre les délégués syndicaux et leurs maris !

À ceux, et peut-être aussi celles, qui pensent que c'était une autre époque et que maintenant tout va mieux, il suffit de rappeler que beaucoup des mesures de régression sociale que prend ce gouvernement de malheur, sous des dehors de neutralité du point de vue du genre, touchent et précarisent de nouveau beaucoup plus de femmes que d'hommes. Que ce soit en matière de pensions ou de chômage (notamment à temps partiel), ce sont bien les femmes qui sont et vont être les premières et principales victimes.

Le bourgmestre ultraconservateur d'Anvers vient encore d'en rajouter une couche en rappelant, lors de la commémoration d'un écrivain catholique anversois, le rôle traditionnel de la famille et en dénonçant la propension trop facile à la séparation et au divorce...

Il est cité dans *La Libre* du 15 mars : « *Le mariage était loin des romances de magazines mais c'était et est resté un mariage (...) un pacte absolu qui facilite certaines choses. (...) Un revenu professionnel d'un côté, une main dévouée, nourrissante de l'autre, c'est précisément ce dont manquent aujourd'hui des dizaines d'enfants anversois parce que leurs parents ont fait d'autres choix. (...) Nous considérons avec une relative nonchalance le prix humain et économique que notre société paye pour le nombre de plus en plus élevé de couples rompus. (...) Anvers compte de plus en plus de mères seules, qui dépendent d'allocations publiques.* »

Si ce message n'est pas d'une grande clarté, que faut-il ? « La femme est avant tout une épouse et une mère et doit le rester pour ne pas grever les finances publiques et s'occuper des enfants... »

*Femmes en colère*, c'est un beau titre mais en 2016, les femmes, avec également les hommes féministes, doivent continuer le combat car nous sommes toujours à la merci des plans d'austérité qui aggravent les inégalités entre hommes et femmes.

Le féminisme doit être le combat de toutes et tous et il est urgent de continuer à le mener !

# Repair Café. Jeter ? Pas question !

*Consommer, c'est faire de la politique et refuser de surconsommer encore plus. Aujourd'hui, l'obsolescence programmée, ou autrement dit la mort industrielle programmée de nos biens de consommation par leur producteur, est un outil du capitalisme pour nous pousser à acheter toujours plus d'objets.*

Les conséquences de cette surconsommation sont néfastes pour l'écologie. De plus, le tout jetable à durée de vie limité rime malheureusement bien souvent avec l'utilisation de matériaux de faible qualité et des conditions de travail précaires pour les travailleurs des usines qui les produisent.

## Réparer ensemble !

À l'éternelle question, mais que pouvons-nous faire face aux multinationales qui ont créé ce système de surconsommation, certains répondent simplement : réparons nos objets et cessons de les jeter ! Depuis 2007 aux Pays-Bas, la néerlandaise Martine Postma s'investit dans le développement durable au niveau local avec la conviction qu'un autre modèle de consommation est possible. En 2009, elle organise le premier Repair Café à Amsterdam. Face au succès de son concept, elle décide de créer la Fondation Repair Café afin de soutenir la création de Repair Cafés aux Pays-Bas et dans le monde.

Les Repair Cafés poursuivent plusieurs objectifs : consommer moins, lutter contre l'obsolescence programmée et partager ses connaissances et son temps afin de provoquer chez les citoyens un changement de mentalité sur leur consommation.

Le concept est simple, tout le monde peut lancer son Repair Café à l'échelle d'un village, d'un quartier ou d'une association. L'entrée et la participation aux Repair Cafés sont libres et gratuites. Ils sont généralement organisés tous les mois. D'un côté, des citoyens amènent leurs objets défectueux et de l'autre, des citoyens prêtent leurs connaissances et leurs compétences pour les réparer. Au-delà du service, le temps de la réparation est un moment d'échange et d'appren-

tissage. *Réparer ensemble, c'est l'idée du Repair Café.*<sup>1</sup>

D'ailleurs, des ouvrages sur le bricolage et la réparation sont également mis à disposition, il y a toujours quelque chose à apprendre et à partager.

Aujourd'hui, on compte pas moins de 750 Repair Cafés dans le monde, la plupart aux Pays-Bas, en Belgique et en France mais le concept s'exporte également au Japon, aux États-Unis et au Canada.

## L'obsolescence programmée

Les Repair Cafés souhaitent lutter contre l'obsolescence programmée, cette technique marketing qui nous pousse à surconsommer au détriment de notre portefeuille et du développement durable.

Cette pratique commerciale et industrielle n'est pas récente. Les cas célèbres des bas nylons et des ampoules à incandescence datent de la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle. Dans les années 1940, la marque de bas collants *Dupont* se lance dans le marché des bas nylons et le succès est au rendez-vous notamment grâce à la solidité des bas. Cependant, cette durabilité fut volontairement altérée par le producteur quelques années plus tard car elle nuisait à la pérennité de l'entreprise. Les bas étaient tellement solides que les clientes n'en rachetaient que trop rarement. Dans le cas des ampoules à incandescence, les industriels sont allés plus loin en créant un véritable cartel commercial pour réduire volontairement la durée de vie des ampoules bien en dessous de la capacité réelle de production. L'américain *General Electric*, l'allemand *Osram*, le néerlandais *Phillips* et d'autres industriels se réunissent en 1924 pour créer l'entreprise commune *Phoebus* dont l'objectif officiel est l'échange des

licences, brevets et la régulation de la production. Alors que les ampoules de l'époque ont une durée de vie moyenne de 2 400 heures, ils décident de modeler leur production afin de vendre des ampoules d'une durée de vie de 1 000 heures maximum. Il s'agit véritablement du premier accord industriel collectif d'obsolescence programmée connu. En contre-exemple, citons l'ampoule très célèbre de *Livermore* qui éclaire une ancienne caserne de pompiers depuis 1901, bien avant que les producteurs ne réduisent volontairement la durée de vie de leur produit !

Plus récemment, il a été démontré que certains modèles d'imprimante de la marque *Epson* contenaient une puce avec un compteur de copies. Après 18 000 copies, ces imprimantes affichent un message d'erreur obligeant l'utilisateur à changer le tampon encreur, qu'il soit défectueux ou non. Malgré tout, la résistance s'organise puisqu'un informaticien a décidé de contrer ce dispositif en proposant gratuitement un logiciel qui vous permet de remettre ce compteur de copies à zéro.

Les Repair Cafés sont également des formes de résistance à cette obsolescence. Réparer au lieu de jeter, apprendre à réparer, devenir autonome, retrouver du pouvoir ensemble et lutter contre cette consommation toxique pour la planète.

Certains pays ont décidé de lutter contre cette obsolescence. En France, elle est considérée comme un comportement non éthique qui peut faire l'objet d'une infraction pénale. Depuis le 22 juillet 2015, ce délit est passible de

1. voir [www.repaircafe.be](http://www.repaircafe.be)



deux années de prison et de 300 000 € d'amende ou 5 % du chiffre d'affaires annuel réalisé en France par la société condamnée. En Belgique, malgré un projet de loi déposé en 2011, aucune mesure légale précise n'a été prise à ce jour.

### L'économie solidaire comme outil de résistance

Les Repair Cafés fleurissent un peu partout en Belgique et dans le monde, ils constituent avec d'autres initiatives ce qu'on l'on nomme l'économie solidaire. Face à la montée en puissance de l'ultralibéralisme dans notre société, beaucoup de réponses alternatives à ce modèle économique destructeur voient le jour. Les GAS ou Groupes d'achats solidaires, les jardins collectifs, les composts urbains, les marchés gratuits, les Systèmes d'échanges locaux (SEL), autant de lieux où les citoyens peuvent consommer différemment et durablement.

Si vous souhaitez découvrir ces initiatives d'économie solidaire et durable n'hésitez pas à parcourir les cartes interactives sur :

- le site de l'ASBL du Réseau de Consommateurs Responsables (Wallonie & Bruxelles)  
<http://www.asblrcr.be/carte-initiatives-bruxelles-wallonie>
- le site de l'Asbl Dewey (Bruxelles)  
<http://maps.dewey.be/>

## À la rencontre d'un Repair Café!

Interview de Gaëlle Denys, animatrice d'un Repair Café à Verviers pour Présence et Action Culturelles Asbl

*Tout d'abord, qu'est-ce qu'un Repair café ? À quoi et à qui est-il destiné ? Quels besoins est-il supposé rencontrer ?*

Nous autres, Européens, jetons énormément alors que certains objets sont à peine abîmés et seraient parfaitement utilisables après une simple réparation. Mais pour nombre d'entre nous, réparer n'est plus chose normale. Nous ne savons plus comment faire. Le savoir-faire en la matière est en voie de disparaître. Le Repair Café change la donne !

Que faire d'une chaise au pied branlant ? D'un grille-pain qui ne marche plus ? D'un pull troué aux mites ? Les jeter ? Pas question ! On les remet en état au Repair Café.

Le Repair Café apprend aux gens à voir autrement ce qu'ils possèdent, à en redécouvrir la valeur. Il favorise un changement de mentalité, qui est la condition première à une société durable construite par tous. Surtout, le Repair Café veut être une expérience ludique et gratifiante.

*Dans quel cadre avez-vous organisé ce Repair Café ? Cela correspondait-il à une demande du public ?*

Plusieurs initiatives similaires existaient notamment à Dison, Theux et Stavelot. Les Verviétois devaient donc se rendre hors de leur commune pour faire appel à ce service. Nous [les asbl à l'initiative du projet] avons donc décidé d'en créer un, nous avons été rejoints par la Ville de Verviers et plus particulièrement l'échevinat de la cohésion sociale sur ce projet.

*Qu'en est-il ressorti ? L'initiative a-t-elle été bien accueillie ?*

Que du positif, autant pour les associations, que pour les bénévoles et les citoyens. C'est pourquoi nous réitérons l'expérience car nous constatons qu'il y a de plus en plus de personnes intéressées de devenir acteur d'une consommation plus responsable.

*Envisagez-vous de reproduire l'expérience de façon périodique ?*

Oui, le 16 avril sera notre troisième édition. Nous essayons de ne pas entrer en concurrence avec des dates choisies par d'autres Repair Cafés dans d'autres communes proches. Nous devons aussi faire attention aux disponibilités des bénévoles réparateurs sans qui le Repair Café n'existerait pas.

### **Vous souhaitez créer votre Repair Café ?**

Rendez-vous sur [www.repaircafe.be](http://www.repaircafe.be), consultez-y la section « Kit de démarrage » afin d'obtenir toutes les informations nécessaires pour vous lancer.

## LIBERIA

## Atteinte aux droits syndicaux

*Notre camarade Wendy Verheyden est actuellement la coordinatrice de l'Internationale des services publics (ISP) pour la Stratégie d'intervention Ebola mise en place dans le cadre de la Conférence régionale des syndicats de la santé ouest-africain (Wahsun). Nous lui avons demandé de nous faire part de son expérience.*



Le Liberia, avec ses trois professionnels de la santé pour 10 000 habitants - alors que l'OIT recommande un minimum de 41 personnes pour le même contingent - est la troisième nation du bassin du fleuve Mano à avoir été touchée par le virus Ebola. La situation s'est vite transformée en une affaire de portée internationale.

### Un secteur de la santé sous-financé

Au moment où Ebola frappait le pays de plein fouet, le secteur des soins de santé libérien remontait à peine la pente et souffrait encore des répercussions de la guerre civile qui a déchiré le pays pendant plusieurs années. Un secteur sous-financé, surchargé. Avec des professionnels des soins de santé qui payent le prix des mauvaises conditions de travail alors qu'ils travaillent en première ligne et sont les plus lourdement touchés par le virus. Les syndicats libériens avaient tiré la sonnette d'alarme sur tous ces manquements ainsi que sur l'absence de toute mesure de protection pour les professionnels des soins de santé. Mais ils ont été ignorés par le gouvernement...

Les deux organisations syndicales de la santé du Liberia sont affiliées à l'ISP. Seule une d'entre elles, la NPSHWUL (*National Private Sector Health Workers Union of Liberia*), l'organisation syndicale du secteur privé, est également reconnue en tant que telle par les Autorités libériennes. La NAHWAL (*The National Health Workers Association of Liberia*), qui organise les travailleurs du secteur public des soins de santé, s'est vu refuser son agrégation et est, par conséquent, seulement considérée comme une association. Elle n'a aucunement le droit de participer au dialogue social ni même la possibilité de percevoir des cotisations.

Ellen Johnson-Sirleaf, Présidente du Liberia, ne tolère toujours aucun syndicat dans le secteur public. Le pays foule aux pieds plusieurs conventions de l'OIT de cette façon.

### Persécution syndicales

C'est ainsi que le 18 février 2014, en réaction à une grève d'envergure dénonçant les mauvaises conditions de travail, 22 dirigeants syndicaux ont été licenciés par le ministre de la Santé, sans la moindre audition. Vingt d'entre eux ont été

réintégrés suite aux nombreuses réactions. Les deux responsables occupant les rangs les plus élevés, Joseph S. Tamba et George Poe Williams, respectivement président et secrétaire général de la NAHWAL, restent à ce jour sans emploi et donc sans revenus. Martha C. Morris, dentiste assistante et chef du service, figurait parmi les 20 dirigeants qui ont finalement pu réintégrer leur fonction. Cependant, son nom a disparu du registre du personnel pendant 8 mois. Martha avait réussi à fonder un Centre de traitement Ebola dans sa région. Sous sa direction, la section syndicale de la NAHWAL de sa région est devenue la plus forte de toute l'organisation.

Outre les cas mentionnés ci-dessus, des dizaines d'autres dirigeants syndicaux ont été menacés et parfois déplacés vers des zones reculées du pays afin de les empêcher d'organiser les travailleurs. Les travailleurs n'osent pas s'affilier à un syndicat après de telles intimidations. En effet, même un emploi sous-payé vaut mieux que pas d'emploi du tout dans un pays qui connaît un taux de chômage important. Les affiliés eux-mêmes ont peur d'assister à des réunions ou de soutenir des actions...

### Des conséquences graves

L'attitude hostile de l'Autorité et la position très affaiblie dans laquelle se retrouvent les syndicats ont eu un impact majeur dans la lutte contre Ebola. Les syndicats, la voix des travailleurs du secteur des soins de santé, n'avaient pas pu participer à l'élaboration d'un plan de lutte et leur expertise n'a donc jamais été prise en compte. Comme si le professionnel des soins de santé n'avait aucun impact sur la qualité du service et donc, sur l'efficacité des soins de santé...

Aujourd'hui, la NAHWAL et la NPSHWUL travaillent ensemble dans le cadre de la stratégie Ebola de l'ISP afin de réaliser une grande enquête et de récolter les données qui prouveront que les travailleurs ne reçoivent pas toujours leur salaire complet.

L'ISP soutiendra dès lors les syndicats dans leur dénonciation de l'antisindicalisme des Autorités libériennes auprès de l'OIT.

# Collaborateur

*Le fonctionnement du système de domination capitaliste doit au moins autant aux dispositions intériorisées par les dominés qu'aux propriétés objectives des dominants.*

Alain Accardo

Sous l'égide de la gouvernance qui confisque la politique au profit de la gestion managériale, il faut absolument promouvoir une vision irénique de la société uniquement mue par le dialogue entre partenaires à la recherche du consensus. Partant, il faut à tout prix nous convaincre que nous sommes tous membres de la classe moyenne et que le concept de classe lui-même est obsolète et dépassé. De fait, parler en termes de classe revient à impliquer qu'un groupe possède la richesse et le pouvoir dans la société et que les autres pas. Ceci implique d'accepter qu'un groupe en exploite un ou d'autres. Ceci encourage également un groupe à définir ses propres intérêts à l'encontre de ceux d'autres. Et admettre ce point de vue revient à avaliser tout autant l'idée que ceci devrait être rectifié, par la lutte et le conflit mis en œuvre, s'il échec, par un bloc organisé, doté d'un pouvoir politique et économique. L'horreur absolue pour les tenants et partisans d'une société pacifiée où les antagonismes (de classe) n'auraient plus lieu d'être. Horreur absolue et écueil qu'il fallait et qu'il faut détruire.

*La notion de partenaires vise à effacer toute idée d'affrontement face à une situation inégale*

## Identité ou assimilation ?

Et ce qui est vrai pour la société en général l'est autant pour le monde du travail. Pas question de permettre aux travailleurs de construire leur identité en tant que prolétaires, soit, pour reprendre la définition littérale et initiale, en tant que personnes qui ne détiennent pas le contrôle des moyens de production importants. Ce qui exclut certes les actionnaires, les spéculateurs et les grands patrons mais qui englobe assurément tant le facteur que le précaire et le guichetier d'une banque. Pour contrer cette vague potentielle qui, tel un tsunami, pourrait renverser les possédants

et les privilégiés, la logique et la culture de la gestion ont tôt fait de rassembler tout le monde sous le même vocable : adieu ouvriers spécialisés, employés, contremaîtres. Les ressources, le capital humain recherché de nos jours (puisque l'individu a entre-temps été réifié, est devenu une marchandise comme une autre) répondent au doux nom de ... collaborateurs. Toutes les communications adressées au personnel vont alors commencer par « cher collaborateur, chère collaboratrice » et les offres d'emploi recherchent des collaborateurs.

## Partenaires dans le même bateau ?

Étymologiquement, le collaborateur est une personne qui travaille avec une autre.

Le recours préférentiel à ce vocable permet alors de faire de tous les travailleurs des partenaires qui sont tous dans le même bateau.

Alors que le rapport de subordination induit par le contrat de travail n'a bien évidemment nullement disparu, la notion de partenaires vise toutefois à effacer toute idée d'affrontement face à une situation inégale. Car, c'est bien connu, les partenaires sont faits pour s'entendre. À force de nous confronter à des concepts comme le bonheur au travail (un oxymore promu par une *Chief Happiness Officer* en son temps dans un SPF) et à force de cacher la classe ouvrière et ses tentatives de construire un rapport de forces, le capitalisme et le néolibéralisme totalitaires sont parvenus à imposer un système de valeurs vu et vécu comme la nature des choses.

Et c'est ainsi que les mécanismes de domination idéologique préconisés visent à susciter l'adhésion et le consen-



tement sans que les personnes ciblées ne s'en rendent compte. Les chaînes rendues invisibles par la prétendue tyrannie du choix se muent en un choix de la tyrannie.

## Médiacratie

Par ailleurs, la violence ouverte représentée par les attaques gouvernementales contre les syndicats et contre le droit de grève, tous ces mécanismes représentent une violence symbolique invisible issue d'une inculcation constante des structures mentales de tout un chacun, notamment quotidiennement dans les médias, faisant alors de chaque travailleur un collaborateur potentiel au sens historique du terme cette fois. Et dans ce cadre, « *la laisse la plus solide que le système passe au cou de ses victimes est peut-être bien aujourd'hui celle de la « culture ».* C'est pourquoi la critique de la culture médiatique, pas seulement en mots mais en actes est devenue une dimension essentielle de la critique sociale. »<sup>1</sup>

En somme, la lutte des classes est aussi une guerre des mots : nommer les choses de telle ou telle manière revient à les faire exister autrement et à en faire une arme ou un pétard mouillé.

1. Alain Accardo, « Préface » in *Reconquista !, Premiers rebonds du Collectif Le Ressort*, Éditions du Cerisier, Cuesmes, 2012, p23-24.



## Congrès statutaire de l'Interrégionale de Bruxelles

*Les 8 et 9 juin prochains, comme tous les quatre ans, l'IRB tiendra son congrès statutaire. L'occasion de faire le point sur le travail accompli de 2012 à 2016 à travers la présentation de notre rapport moral (consultable sur notre site [www.cgsp-acod-bru.be](http://www.cgsp-acod-bru.be)), suivi des perspectives d'avenir.*

Ce développement de ces perspectives est essentiel car il est non seulement un des déterminants de la mise en adéquation de nos moyens par rapport à nos objectifs, mais surtout le cadre de références nécessaire à la mise en œuvre de notre projet d'avenir à moyen et à long terme. Car, comme dirait l'écrivain américain William Faulkner : « *Tout est à présent, comprends-tu ? Hier ne finira que demain et demain a commencé il y a 10 000 ans !* ».

Il s'agit, dans notre mouvement de gauche et de progrès, de (re)définir les axes fondamentaux de notre projet de société. Dans cette démarche, il est pertinent de se tourner un bref moment vers le passé et de se remémorer des principes fondateurs établis par la gauche historique en 1894 et formulés dans la **Charte de Quaregnon**.

Les richesses en général, et spécialement les moyens de productions, sont ou des agents naturels ou les fruits du travail, manuel et cérébral, des générations antérieures, aussi bien que de la génération actuelle. Elles doivent, par conséquent, être considérées comme le patrimoine de l'humanité.

Le droit à la jouissance de ce patrimoine, par les individus ou par les groupes, ne peut avoir d'autre fondement que l'utilité sociale et d'autre but que d'assurer à tout être humain la plus grande somme possible de liberté et de bien-être.

La réalisation de cet idéal est incompatible avec le maintien du régime capitaliste, qui divise la société en deux classes nécessairement antagonistes : l'une, qui peut jouir de la propriété sans travail ; l'autre, obligée d'abandonner une part de son produit à la classe possédante.

Les travailleurs ne peuvent attendre leur complet affranchissement que de la suppression des classes et d'une transformation radicale de la société actuelle. Cette transformation ne sera pas seulement favorable au prolétariat, mais à l'humanité tout entière. Néanmoins, comme elle est contraire aux intérêts immédiats de la classe possédante, l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes.

Ils devront avoir pour but, dans l'ordre économique, d'assurer l'usage libre et gratuit de tous les moyens de production. Ce résultat ne pourra être atteint, dans une société où le travail collectif se substitue de plus en plus au travail individuel, que par l'appropriation collective des agents naturels et des instruments de travail.

La transformation du régime capitaliste en régime collectiviste doit nécessairement être accompagnée de transformations corrélatives :



- dans l'ordre moral, par le développement des sentiments altruistes et par la pratique de la solidarité,
- dans l'ordre politique, par la transformation de l'État en administration des choses.

Le socialisme doit donc poursuivre simultanément l'émancipation économique, morale et politique du prolétariat. Néanmoins, le point de vue économique doit être dominant, car la concentration des capitaux entre les mains d'une seule classe, constitue la base de toutes les autres formes de sa domination.

Ce manifeste qui peut paraître passéiste dans la forme, respire pourtant les aspirations de progrès social, malheureusement toujours actuelles, quoique certains en disent, plus de cent ans plus tard. Et cette actualité des principes découle de ce que l'ordre social capitaliste est plus que jamais dominant et injuste.

Se retourner vers le passé pour construire notre avenir et celui des générations futures, voilà notre devoir pour le congrès fédéral qui suivra les 16 et 17 juin.

Afin d'éviter la maxime de Jean-Jacques Rousseau : « *Qui croit devoir fermer les yeux sur quelque chose se voit bientôt forcé de les fermer sur tout* » !

*Jean-Pierre Knaepenbergh*  
Secrétaire général de l'IRB-CGSP

[www.cgsp-acod-bru.be](http://www.cgsp-acod-bru.be)



## Après le trou dans la couche d'ozone... Le trou dans le budget de l'État !!

Ne riez pas, il s'agit de la même notion à assimiler ! Le trou dans la couche d'ozone... tout le monde sait qu'il existe, on ne sait pas toujours où il se trouve, les spécialistes se battent pour calculer sa taille et les effets qu'il aura sur la population. Personne ne sait comment faire pour le reboucher et chacun préférerait le voir ailleurs qu'au-dessus de chez soi. Le trou dans le budget de l'État c'est pareil, selon que l'on demande à l'un ou à l'autre ministre, les chiffres diffèrent... mais la taille exacte est annoncée pour bientôt ! Il faut encore « affiner » les chiffres ! Affiner... entre 2,5 milliards et 9 milliards selon les sources... je ne vous dis pas la précision des calculs ! Pourtant cette fois Jacqueline n'est pas dans le coup normalement...

Tout comme pour le trou dans la couche d'ozone, personne ne sait encore comment le reboucher, par contre on sait déjà qui va se taper le boulot : les travailleurs et les contribuables bien sûr ! On commence d'abord par faire des cadeaux aux entreprises et ensuite on se demande comment boucler le budget.

L'affinage des chiffres n'est pas encore terminé que des solutions pointent déjà à l'horizon ! Je vous le donne en mille ? Le premier saut d'index est un succès... pourquoi pas un deuxième ?? C'est toujours 2,5 milliards de trouvés rapidement...

Si vous ajoutez le fait que sur les 9 milliards de trou budgétaire il y en a 6,5 qui proviennent du tax-shift (dépendés sans être financés -> dixit la Banque nationale), il n'y a plus de doute sur la gestion des finances de l'État... Ce n'est plus un budget -> c'est une devinette disait Laurette !

Mais bon... tout n'est pas perdu : Didier a annulé sa mission princière en Indonésie pour cause de trou dans la couche d'ozone ! Avec ça on est sauvés.

Les plus pragmatiques d'entre vous diront qu'être sarcastique n'a jamais apporté de solution... c'est exact ! Mais ça a souvent permis d'avoir une vision plus critique et partant de là d'entrevoir quelquefois une porte de sortie. Vous la voyez la porte de sortie ? C'est par là que le gouvernement actuel devrait passer et le plus vite possible !

Rappelez-vous :

- Jamais nous ne formerons un gouvernement avec la N-VA ;
- Nous ne toucherons jamais au mécanisme d'indexation des salaires ;
- Nous allons revoir l'échelonnement des tranches d'imposition fiscales ;
- Et une petite dernière pour la route :



Si une solution existe, s'il reste une chance d'échapper à la dictature, c'est dans la rue que nous la trouverons.

*Le Secrétariat fédéral*

## Élections sociales 2016 – Les candidats sont connus !

*Entre le 15 et le 28 mars, selon la date des élections dans votre UTE, les listes des candidats seront rentrées. Votre employeur a ensuite 5 jours de plus pour l'affichage officiel dans l'entreprise. Il restera alors 50 jours avant le jour des élections !*

L'enjeu est d'importance, plus encore cette année, au vu des trajectoires choisies par notre gouvernement d'ultra droite.

Recul de l'âge de la retraite, refonte du système des pensions, attaques répétitives de notre sécurité sociale, nous sommes attaqués de toutes parts.

Alors ? Pourquoi voter Liste 2 Gazelco - FGTB dans votre entreprise ?

Tout d'abord pour assurer votre juste représentation sur votre lieu de travail et vous assurer d'être correctement défendu et assisté en cas de besoin.

Ensuite pour donner encore plus de poids à la FGTB dans le cadre des négociations avec le gouvernement, pour rappel, certains dossiers ne sont défendus **que par la FGTB !** (Exemple - Analyse FGTB)

### Que penser de la proposition de Bacquelaine sur la pension minimale dès 20 ans de carrière ?

#### 1. Problème de méthode

Le ministre des Pensions, une fois de plus, lance une proposition sans consulter les syndicats. Alors que les pensions sont financées par les salaires des travailleurs ! Le gouvernement s'assied donc une fois de plus sur la concertation sociale...

Or, depuis 1999, grâce à la concertation sociale et aux syndicats, les pensions minimales ont été augmentées de... 21 % !

#### 2. Une proposition qui laisse beaucoup de gens sur le bord de la route !

Il y a déjà actuellement une pension minimale pour les travailleurs qui ont au moins 15 ans de carrière, s'ils ont presté au minimum un tiers-temps.

En ce qui concerne les travailleurs à temps plein, la condition pour une pension minimale est d'avoir 30 ans de carrière, en tenant compte de certaines périodes telles que la prépension, le temps partiels, la maladie, etc.

La proposition de Bacquelaine de créer une pension minimale pour ceux qui ont 20 ans de carrière effective, en excluant les périodes assimilées, va laisser beaucoup de monde sur le bord de la route. Beaucoup de femmes, les

travailleurs à temps partiel, les prépensionnés, les travailleurs qui se sont fait licencier, etc.

#### 3. Quel montant pour cette nouvelle pension minimale ?

Actuellement, une pension minimale pour un isolé est égale à 1 145 € pour une carrière de 45 ans.

Avec 20 ans de carrière, vous toucherez 20/45<sup>e</sup> de 1 145 €, soit... 508 €. Une pension de misère !

Et c'est là que se situe l'arnaque. Pour revaloriser cette pension de misère, le ministre des Pensions veut aller chercher l'argent dans la poche des plus fragilisés, c'est-à-dire les travailleurs à temps partiel (dont beaucoup de femmes), les prépensionnés ou encore les travailleurs qui ont perdu leur emploi !

Un système de vases communicants au détriment des plus fragiles !

Alors, toujours aussi séduisante la proposition du ministre de l'enfumage ?

### Votez liste 2 Gazelco – FGTB



## Pourquoi sensibiliser les électeurs à voter pour nos candidates féminines ?

Nous appelons tous nos affiliés et sympathisants à être tout d'abord présents lors des prochaines élections sociales et à donner leur voix, en toute confiance, à la FGTB. Un vote nominatif ou de préférence pour le candidat qui a défendu vos intérêts sans relâche ces dernières années, ou qui, vous en êtes convaincu, le fera durant les années à venir, ce n'est pas seulement un témoignage d'estime, mais aussi une façon de redonner du cœur à l'ouvrage au (à la) candidat(e) pour qu'il ou elle assure ses missions avec d'autant plus d'enthousiasme.

Étant donné que vous pouvez émettre autant de votes nominatifs qu'il y a de mandats à pourvoir, vous pouvez, dans la plupart des cas, soutenir plusieurs candidats en procédant de cette façon.

La FGTB/Gazelco prône une meilleure conciliation entre vie professionnelle et vie privée. C'est un des thèmes qui figurent au cœur de notre campagne pour les élections sociales. Un thème qui est aujourd'hui, plus que jamais, central. Notre société ne voit plus que la performance et exige toujours plus de nous, avec tout le stress que cela entraîne. Cela vaut tout d'abord pour les femmes, qui se chargent de la majorité des tâches familiales, de l'éducation des enfants et du ménage. En tant que femme, il n'est donc pas évident de combiner travail syndical et vie de famille. En effet, le travail syndical ne se limite pas à la journée de travail. Il faut encore rédiger des procès-verbaux, répondre aux questions des affiliés, etc.

C'est pourquoi il est opportun d'accorder une attention toute particulière à nos candidates féminines qui, malgré

cet équilibre précaire, sont tout de même prêtes à s'engager jour après jour, à défendre vos intérêts, et qui comprennent probablement cette problématique mieux que les autres. Tout combat syndical nécessite donc des femmes pour pouvoir défendre leurs propres besoins et leurs intérêts et pour lutter contre la discrimination de fait entre hommes et femmes.

Par ailleurs, nos candidates féminines s'appuient sur leur expérience tout en apportant ce petit vent de fraîcheur qui peut faire toute la différence au cours d'une négociation.

Nous sommes tous dotés de talents, peu importe la forme sous laquelle ils se présentent. Un bon syndicaliste est proche des autres, il sait ce qui se passe, il accumule les connaissances sur les dossiers, il a l'œil pour dénoncer les injustices et toute mauvaise politique. Et il œuvre à un environnement de travail agréable pour tout le monde. Les femmes aussi possèdent ce talent. Donnons-leur l'occasion de pouvoir le mettre à profit.

Beaucoup pensent encore trop souvent que le syndicat est un monde d'hommes. Une délégation mixte peut aussi atteindre un public bien plus large. La FGTB/Gazelco estime qu'il est essentiel que de plus en plus de femmes rejoignent ses rangs et puissent gravir les échelons. Nous faisons tout ce que nous pouvons pour les y aider et les soutenir.

Ce n'est pas un hasard si notre devise est...

**Ensemble, on est plus forts !**



**30% de réduction**  
pour les affiliés CGSP  
sur la nuitée sur base du prix affiché



Rue de Pont-à-Lesse à 5500 Dinant - [reservation@casteldepontalesse.be](mailto:reservation@casteldepontalesse.be) - 082 22 28 44 - [www.casteldepontalesse.be](http://www.casteldepontalesse.be)

## Saut d'index de 2 %

« En vertu de la nouvelle loi, l'indice santé lissé est bloqué au niveau de mars 2015 (soit 100,66 points) tant que la moyenne arithmétique des indices santé des quatre derniers mois (indice lissé), multipliée par un facteur de 0,98 ne dépasse pas le niveau de mars 2015 »

En pratique cela veut dire que les salaires n'évolueront plus tant que les futurs indices lissés multipliés par 0,98 n'atteindront pas la valeur actuelle de **100,66**.

Pour faire simple : la limite de 100,66 est matérialisée par la ligne orange et tant que la courbe verte (saut d'index) n'aura pas dépassé cette limite orange, **les salaires n'évolueront plus**.

La courbe en rouge montre comment **auraient encore évolué vos salaires** si le saut d'index n'avait pas eu lieu.

### Les derniers chiffres

Indice santé de février 2016 : 102,53

Indice lissé (ancien) de février 2016 : 102,37

Indice lissé (nouveau) de février 2016 : 100,32 → < 100,66 → **Pas d'augmentation des salaires.**

La perte salariale fin février 2016 est de 1,70 %



Michel Houart

# BARÈME NATIONAL DES EMPLOYÉS DU GAZ ET DE L'ÉLECTRICITÉ

## BARÈME ANCIENS STATUTS

		ANCIENNETÉ - ANCIENNETEIT																															
	1.653,85	0	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	12	14	16	18	20	22	24	26	28	30	32										
02/2016	1.0066	100	104	108	112	116	120	123	126	129	132	135	138	141	144	147	150	152	154	156	158	160	162										
CLASSE	TENSION SPANNING																																
1	210	3.496,01	3.635,85	3.775,69	3.915,53	4.055,37	4.195,21	4.300,08	4.404,97	4.509,85	4.614,73	4.719,61	4.824,49	4.929,37	5.034,25	5.139,13	5.244,01	5.313,93	5.383,85	5.453,77	5.523,69	5.593,62	5.663,53										
2	197	3.279,58	3.410,77	3.541,95	3.673,13	3.804,32	3.935,50	4.033,89	4.132,28	4.230,67	4.329,05	4.427,44	4.525,83	4.624,22	4.722,60	4.820,99	4.919,39	4.984,98	5.050,57	5.116,16	5.181,75	5.247,35	5.312,94										
3	185	3.079,81	3.203,01	3.326,20	3.449,40	3.572,58	3.695,78	3.788,18	3.880,56	3.972,96	4.065,36	4.157,75	4.250,15	4.342,54	4.434,94	4.527,33	4.619,72	4.681,32	4.742,92	4.804,51	4.866,11	4.927,71	4.989,30										
4	174	2.896,69	3.012,56	3.128,42	3.244,29	3.360,16	3.476,03	3.562,93	3.649,83	3.736,73	3.823,63	3.910,53	3.997,43	4.084,34	4.171,24	4.258,14	4.345,04	4.402,97	4.460,91	4.518,84	4.576,77	4.634,71	4.692,64										
5	164	2.730,21	2.839,43	2.948,63	3.057,84	3.167,05	3.276,26	3.358,17	3.440,08	3.521,98	3.603,88	3.685,79	3.767,69	3.849,60	3.931,51	4.013,41	4.095,32	4.149,93	4.204,53	4.259,14	4.313,74	4.368,34	4.422,95										
6	156	2.597,04	2.700,92	2.804,80	2.908,68	3.012,56	3.116,44	3.194,35	3.272,27	3.350,18	3.428,09	3.506,00	3.583,91	3.661,82	3.739,73	3.817,64	3.895,55	3.947,49	3.999,43	4.051,37	4.103,31	4.155,25	4.207,20										
7	150	2.497,15	2.597,04	2.696,92	2.796,81	2.896,69	2.996,58	3.071,49	3.146,41	3.221,32	3.296,23	3.371,15	3.446,06	3.520,98	3.595,90	3.670,81	3.745,72	3.795,67	3.845,60	3.895,55	3.945,49	3.995,44	4.045,38										
8	145	2.413,91	2.510,47	2.607,02	2.703,58	2.800,14	2.896,69	2.969,11	3.041,52	3.113,95	3.186,36	3.258,78	3.331,19	3.403,62	3.476,03	3.548,45	3.620,86	3.669,15	3.717,42	3.765,70	3.813,98	3.862,25	3.910,53										
9	140	2.330,67	2.423,90	2.517,12	2.610,36	2.703,58	2.796,81	2.866,73	2.936,64	3.006,56	3.076,48	3.146,41	3.216,33	3.286,25	3.356,17	3.426,08	3.496,01	3.542,62	3.589,23	3.635,85	3.682,46	3.729,07	3.775,69										
10	135	2.247,44	2.337,34	2.427,22	2.517,12	2.607,02	2.696,92	2.764,35	2.831,77	2.899,19	2.966,61	3.034,03	3.101,46	3.168,88	3.236,30	3.303,73	3.371,15	3.416,10	3.461,04	3.506,00	3.550,94	3.595,90	3.640,84										
11	130	2.164,20	2.250,77	2.337,34	2.423,90	2.510,47	2.597,04	2.661,96	2.726,89	2.791,82	2.856,74	2.921,67	2.986,59	3.051,52	3.116,44	3.181,37	3.246,30	3.289,58	3.332,86	3.376,15	3.419,43	3.462,71	3.506,00										
12	125	2.080,95	2.164,20	2.247,44	2.330,67	2.413,91	2.497,15	2.559,57	2.622,00	2.684,43	2.746,86	2.809,29	2.871,72	2.934,15	2.996,58	3.059,01	3.121,44	3.163,06	3.204,67	3.246,30	3.287,91	3.329,53	3.371,15										
13	120	1.997,72	2.077,62	2.157,54	2.237,44	2.317,35	2.397,26	2.457,19	2.517,12	2.577,06	2.636,99	2.696,92	2.756,86	2.816,78	2.876,71	2.936,64	2.996,58	3.036,53	3.076,48	3.116,44	3.156,40	3.196,35	3.236,30										
14	115	1.914,48	1.991,05	2.067,64	2.144,22	2.220,80	2.297,37	2.354,81	2.412,25	2.469,68	2.527,11	2.584,55	2.641,98	2.699,42	2.756,86	2.814,28	2.871,72	2.910,01	2.948,30	2.986,59	3.024,88	3.063,16	3.101,46										
KLASSE	100	1.664,77	1.731,35	1.797,95	1.864,54	1.931,13	1.997,72	2.047,67	2.097,60	2.147,55	2.197,49	2.247,44	2.297,37	2.347,32	2.397,26	2.447,21	2.497,15	2.530,44	2.563,74	2.597,04	2.630,33	2.663,62	2.696,92										

tenant compte de la dernière augmentation paritaire de 0,375 % au 1er janvier 2016

SALAIRES INDEXES (indice quadriestriel santé lisse) Montants en euro  
GEINDEXEERDE LONEN (viermaandelijkse gezondheidsindex) Bedragen in euro

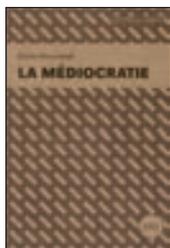
**BARÈME MINIMUM SECTORIEL AGENTS N.C.T. CP326**  
(Non applicable pour EBL - LABORELEC)

INDEX	KLASSE - CLASSE																1829,71				
	14 - 13		12 - 11		10		9		8		7		6 - 5		4 - 3			2 - 1		NORM	NORM+
1,0066	HA1	HA2	HB1	HB2	G1	G2	F1	F2	E1	E2	D1	D2	C1	C2	B1	B2	A1	A2	1,0061		
Anc																					
40	2302,24	2762,69	2348,29	2817,95	2442,69	2931,23	2591,69	3110,03	2769,48	3323,38	2982,73	3579,28	3227,61	3873,13	3525,20	4230,24	3899,23	4679,08	100,00	120,00	
39	2302,24	2762,69	2348,29	2817,95	2442,69	2931,23	2591,69	3110,03	2769,48	3323,38	2982,73	3579,28	3227,61	3873,13	3525,20	4230,24	3899,23	4679,08	100,00	120,00	
38	2302,24	2762,69	2348,29	2817,95	2442,69	2931,23	2591,69	3110,03	2769,48	3323,38	2982,73	3579,28	3227,61	3873,13	3525,20	4230,24	3899,23	4679,08	100,00	120,00	
37	2302,24	2762,69	2348,29	2817,95	2442,69	2931,23	2591,69	3110,03	2769,48	3323,38	2982,73	3579,28	3227,61	3873,13	3525,20	4230,24	3899,23	4679,08	100,00	120,00	
36	2302,24	2762,69	2348,29	2817,95	2442,69	2931,23	2591,69	3110,03	2769,48	3323,38	2982,73	3579,28	3227,61	3873,13	3525,20	4230,24	3899,23	4679,08	100,00	120,00	
35	2302,24	2762,69	2348,29	2817,95	2442,69	2930,57	2591,69	3109,33	2769,48	3322,63	2982,73	3578,47	3227,61	3872,27	3525,20	4229,27	3899,23	4678,02	100,00	119,97	
34	2302,24	2762,69	2348,29	2817,95	2442,69	2930,57	2591,69	3109,33	2769,48	3322,63	2982,73	3578,47	3227,61	3872,27	3525,20	4229,27	3899,23	4678,02	100,00	119,97	
33	2302,24	2734,72	2348,29	2789,40	2442,69	2901,55	2591,69	3078,54	2769,48	3289,73	2982,73	3543,04	3227,61	3833,93	3525,20	4187,40	3899,23	4631,70	100,00	118,79	
32	2302,24	2734,72	2348,29	2789,40	2442,69	2901,55	2591,69	3078,54	2769,48	3289,73	2982,73	3543,04	3227,61	3833,93	3525,20	4187,40	3899,23	4631,70	100,00	118,79	
31	2302,24	2707,64	2348,29	2761,78	2442,69	2872,82	2591,69	3048,06	2769,48	3257,16	2982,73	3507,96	3227,61	3795,97	3525,20	4145,94	3899,23	4585,84	100,00	117,61	
30	2302,24	2707,64	2348,29	2761,78	2442,69	2872,82	2591,69	3048,06	2769,48	3257,16	2982,73	3507,96	3227,61	3795,97	3525,20	4145,94	3899,23	4585,84	100,00	117,61	
29	2302,24	2680,83	2348,29	2734,44	2442,69	2844,38	2591,69	3017,88	2769,48	3224,91	2982,73	3473,23	3227,61	3758,39	3525,20	4104,89	3899,23	4540,44	100,00	116,44	
28	2302,24	2680,83	2348,29	2734,44	2442,69	2844,38	2591,69	3017,88	2769,48	3224,91	2982,73	3473,23	3227,61	3758,39	3525,20	4104,89	3899,23	4540,44	100,00	116,44	
27	2302,24	2654,29	2348,29	2707,37	2442,69	2816,22	2591,69	2988,00	2769,48	3192,98	2982,73	3438,84	3227,61	3721,18	3525,20	4064,25	3899,23	4495,49	100,00	115,29	
26	2302,24	2654,29	2348,29	2707,37	2442,69	2816,22	2591,69	2988,00	2769,48	3192,98	2982,73	3438,84	3227,61	3721,18	3525,20	4064,25	3899,23	4495,49	100,00	115,29	
25	2302,24	2628,01	2348,29	2680,56	2442,69	2788,34	2591,69	2958,42	2769,48	3161,37	2982,73	3404,79	3227,61	3684,34	3525,20	4024,01	3899,23	4450,98	100,00	114,15	
24	2302,24	2628,01	2348,29	2680,56	2442,69	2788,34	2591,69	2958,42	2769,48	3161,37	2982,73	3404,79	3227,61	3684,34	3525,20	4024,01	3899,23	4450,98	100,00	114,15	
23	2302,24	2601,99	2348,29	2654,02	2442,69	2760,73	2591,69	2929,13	2769,48	3130,07	2982,73	3371,08	3227,61	3647,86	3525,20	3984,17	3899,23	4406,91	100,00	113,02	
22	2302,24	2601,99	2348,29	2654,02	2442,69	2760,73	2591,69	2929,13	2769,48	3130,07	2982,73	3371,08	3227,61	3647,86	3525,20	3984,17	3899,23	4406,91	100,00	113,02	
21	2302,24	2576,23	2348,29	2627,74	2442,69	2733,40	2591,69	2900,13	2769,48	3099,08	2982,73	3337,70	3227,61	3611,74	3525,20	3944,72	3899,23	4363,28	100,00	111,90	
20	2302,24	2576,23	2348,29	2627,74	2442,69	2733,40	2591,69	2900,13	2769,48	3099,08	2982,73	3337,70	3227,61	3611,74	3525,20	3944,72	3899,23	4363,28	100,00	111,90	
19	2302,24	2525,72	2348,29	2576,22	2442,69	2679,80	2591,69	2843,26	2769,48	3038,31	2982,73	3327,25	3227,61	3540,92	3525,20	3867,37	3899,23	4277,73	100,00	109,71	
18	2302,24	2525,72	2348,29	2576,22	2442,69	2679,80	2591,69	2843,26	2769,48	3038,31	2982,73	3327,25	3227,61	3540,92	3525,20	3867,37	3899,23	4277,73	100,00	109,71	
17	2302,24	2476,20	2348,29	2525,71	2442,69	2627,25	2591,69	2787,51	2769,48	2978,74	2982,73	3208,09	3227,61	3471,49	3525,20	3791,54	3899,23	4193,85	100,00	107,56	
16	2291,15	2476,20	2336,99	2525,71	2430,92	2627,25	2579,23	2787,51	2756,13	2978,74	2968,36	3208,09	3212,08	3471,49	3508,22	3791,54	3880,47	4193,85	99,52	107,56	
15	2268,47	2427,65	2313,85	2476,19	2406,85	2575,74	2553,69	2732,85	2728,84	2920,33	2938,97	3145,19	3180,28	3403,42	3473,49	3717,20	3842,05	4111,62	98,53	105,45	
14	2246,01	2427,65	2290,94	2476,19	2383,02	2575,74	2528,41	2732,85	2701,82	2920,33	2909,87	3145,19	3148,79	3403,42	3473,49	3717,20	3804,01	4111,62	97,56	105,45	
13	2223,77	2380,05	2268,26	2427,64	2359,43	2525,24	2503,38	2679,26	2675,07	2863,07	2881,06	3083,52	3117,61	3336,69	3405,05	3644,31	3766,35	4031,00	96,59	103,38	
12	2201,75	2380,05	2245,80	2427,64	2336,07	2525,24	2478,59	2679,26	2648,58	2863,07	2852,53	3083,52	3086,74	3336,69	3371,34	3644,31	3729,06	4031,00	95,64	103,38	
11	2179,95	2333,38	2223,56	2380,04	2312,84	2475,73	2454,05	2626,73	2622,36	2806,93	2824,29	3023,06	3056,18	3271,26	3337,96	3572,85	3692,14	3951,96	94,69	101,35	
10	2158,37	2333,38	2201,54	2380,04	2290,04	2475,73	2429,75	2626,73	2596,40	2806,93	2796,33	3023,06	3025,92	3271,26	3304,91	3572,85	3655,58	3951,96	93,75	101,35	
9	2137,00	2265,42	2179,74	2310,72	2267,37	2403,62	2405,69	2580,22	2570,69	2725,17	2768,64	2935,01	2995,96	3175,98	3272,19	3468,79	3619,39	3836,85	92,82	98,40	
8	2115,84	2242,99	2158,16	2287,84	2244,92	2379,82	2381,87	2524,97	2545,24	2698,19	2741,23	2905,95	2966,30	3144,53	3239,79	3434,45	3583,55	3798,86	91,90	97,43	
7	2094,89	2177,66	2136,79	2221,20	2222,69	2310,50	2358,29	2451,43	2520,04	2619,60	2714,09	2821,31	2936,93	3052,94	3207,71	3334,42	3548,07	3688,21	90,99	94,59	
6	2074,15	2156,10	2115,63	2199,21	2200,68	2287,62	2334,94	2427,16	2495,09	2593,66	2684,27	2793,38	2907,85	3022,71	3175,95	3301,41	3512,94	3651,69	90,09	93,65	
5	2033,48	2093,30	2074,15	2135,16	2157,53	2220,99	2289,16	2386,47	2446,17	2518,12	2634,53	2712,02	2860,83	2934,67	3113,68	3205,25	3444,06	3545,33	88,33	90,92	
4	1993,61	2072,57	2033,48	2114,02	2115,23	2199,00	2244,27	2333,14	2398,21	2493,19	2582,87	2685,17	2794,93	2905,61	3052,63	3173,51	3376,53	3510,23	86,59	90,02	
3	1954,52	1992,86	1993,61	2032,71	2073,75	2114,42	2200,26	2243,40	2331,19	2397,86	2481,89	2582,23	2681,19	2793,86	2992,77	3130,32	3375,22	3490,04	84,90	86,56	
2	1916,20	1953,78	1954,52	1992,86	2033,09	2072,96	2157,12	2199,41	2305,09	2350,29	2468,40	2531,26	2686,40	2739,08	2934,09	2991,62	3245,41	3309,04	83,23	84,86	
1	1878,63	1878,63	1916,20	1916,20	1993,23	1993,23	2114,82	2259,89	2259,89	2259,89	2433,90	2433,90	2633,73	2633,73	2876,56	2876,56	3181,77	3181,77	81,60	81,60	
0	1841,79	1841,79	1878,63	1878,63	1954,15	1954,15	2073,35	2073,35	2215,58	2215,58	2386,18	2386,18	2582,09	2582,09	2820,16	2820,16	3119,38	3119,38	80,00	80,00	

GEINDEXEERDE LONEN (viermaandelijks gezondheidsindex)

tenant compte de la dernière augmentation paritaire de 0,375 % au 1er janvier 2016

## À LIRE



### La médiocratie

« Rangez ces ouvrages compliqués, les livres comptables feront l'affaire. Ne soyez ni fier, ni spirituel, ni même à l'aise, vous risqueriez de paraître arrogant. Atténuez vos passions, elles font peur. Surtout, aucune « bonne idée », la déchiqueteuse en est pleine. Ce regard perçant qui inquiète, dilatez-le, et décontractez vos lèvres - il faut penser mou et le montrer, parler de son moi en le réduisant à peu de chose : on doit pouvoir vous caser. Les temps ont changé. Il n'y a eu aucune prise de la Bastille, rien de comparable à l'incendie du Reichstag, et l'Aurore n'a encore tiré aucun coup de feu. Pourtant, l'assaut a bel et bien été lancé et couronné de succès : les médiocres ont pris le pouvoir. »

**Alain Deneault** est docteur en philosophie de l'Université Paris-VIII. Il est aussi chroniqueur à la revue Liberté.

**Alain Deneault, *La Médiocratie*, Lux éditions, Montréal, novembre 2015, 218 p., 15 €.**



### Les Grecs contre l'austérité

Confrontée au dogmatisme européen néolibéral, la Grèce réussira-t-elle à renégocier sa dette et à sortir de la spirale récessionniste de l'austérité ? Cet ouvrage collectif examine les enjeux de la lutte des Grecs contre l'austérité découlant des réformes structurelles dictées par la troïka des créanciers. S'appuyant notamment sur de nombreux entretiens et sur les conclusions de la Commission pour la Vérité sur la dette publique grecque, il dresse le bilan de cinq années de memoranda et dénonce l'instrumentalisation de la crise de la dette, prétexte pour imposer partout privatisations, recul de l'état social, baisse des revenus et paupérisation des classes moyennes et populaires.

**Marie-Laure Coulmin Koutsaftis**, documentariste et traductrice, dresse un état des lieux détaillé de la Grèce après cinq années d'austérité, étayé par de nombreux entretiens.

**Marie-Laure Coulmin Koutsaftis (sous la direction de), *Les Grecs contre l'austérité : Il était une fois la crise de la dette*, Éd. Le Temps des Cerises, Montreuil, décembre 2015, 230 p., 15 €.**



### Le sens du social

Nous vivons depuis quelques décennies une privatisation et une atomisation de la société, qui instituent les individus en concurrents et leur font perdre le véritable sens du social : la coopération. En philosophie aussi, le concept de « social », auquel on préfère souvent les idées de « commun » ou de « communauté », peine aujourd'hui encore à être reconnu. Cet essai propose donc, à la suite de Dewey, de défendre « la valeur du social en tant que catégorie » de la pensée. Il s'agit d'analyser les raisons qui ont conduit à ce discrédit, puis de reconstruire un concept qui possède à la fois une fonction descriptive et une portée morale et politique. Le livre avance la thèse que le travail, en tant qu'association et coopération, est porteur d'une exigence proprement démocratique, et que cette exigence n'est autre que l'expression politique de la structure sociale. Sur cette base, devient possible une critique des dispositifs qui privent concrètement le travail de sa dimension démocratique et répriment sa logique coopérative.

**Franck Fischbach** est professeur de philosophie à l'Université de Strasbourg.

**Franck Fischbach, *Le sens du social, Les puissances de la coopération*, Éditions Lux, Montréal, novembre 2015, 200 p., 20 €.**



### La juste part

Jusqu'à quel point peut-on justifier les inégalités économiques ? Quelle est la part du mérite individuel, quelle est celle de la société dans les hauts revenus ? Et pourquoi payer des impôts dans une société individualiste où chacun souhaite légitimement être récompensé à la hauteur de ses talents ? Cet essai à la fois drôle et érudit vise à démêler cet écheveau, qui définit en même temps les conditions de notre vivre-ensemble. À l'aide d'exemples très concrets - comme ce grille-pain vendu 10 euros dans le commerce, mais dont la fabrication implique toute la société, son environnement et ses savoirs accumulés - David Robichaud et Patrick Turmel montrent que la richesse n'est pas l'addition de contributions individuelles, mais avant tout une œuvre historique et sociale.

**David Robichaud** est professeur de philosophie à l'Université d'Ottawa. **Patrick Turmel** est professeur de philosophie à l'Université Laval.

**David Robichaud et Patrick Turmel, *La juste part - Repenser les inégalités, la richesse et la fabrication des grille-pains*, Éd. Les Liens qui Libèrent, Paris, janvier 2016, 143 p., 14,50 €.**



### Les libéraux n'aiment pas les femmes

Les libéraux n'aiment pas les femmes. Voilà une proposition qui fait sourciller : les libéraux disputeraient donc aux conservateurs l'éminent privilège de s'attaquer aux droits et libertés des femmes ? C'est là le dur constat de ce petit livre. En s'en prenant à la santé publique, à l'éducation, aux garderies et aux groupes communautaires, les politiques d'austérité du gouvernement Couillard frappent les femmes plus durement que quiconque.

**Aurélie Lanctôt** est étudiante en droit à l'Université McGill et diplômée en communication de l'UQAM. S'intéressant aux enjeux féministes, elle collabore à la Gazette des femmes

**Aurélie Lanctôt, *Les libéraux n'aiment pas les femmes - Essai sur l'austérité*, Lux Éditions, Montréal, novembre 2015, 128 p., 12 €.**

## TRIBUNE

## SOMMAIRE

### Infos GÉNÉRALES

- 2 / Actualités – Dans nos régionales
- 3 / Édito • Une journée, une expo et ... un combat à toujours recommencer
- 4 / Dossier • Repair Café. Jeter ? Pas question !
- 6 / ISP Santé • Liberia : atteinte aux droits syndicaux
- 7 / Le mot qui pue • Collaborateur
- 8 / IRB • Congrès statutaire de l'Interrégionale de Bruxelles

### Infos GAZELCO

- 9 / Édito • Après le trou dans la couche d'ozone... le trou dans le budget de l'État !
- 10 / Élections sociales 2016 – Les candidats sont connus !
- 11 / Pourquoi sensibiliser les électeurs à voter pour nos candidates féminines ?
- 12 / Saut d'index de 2 %
- 13 / Tableaux • Barèmes
  
- 15 / À lire

[www.cgspwallonne.be](http://www.cgspwallonne.be)

[www.gazelco.be](http://www.gazelco.be)



Membre de l'Union des Éditeurs de la Presse Périodique

Mensuel de la Centrale générale des services publics (CGSP) de la FGTB - Éditeur responsable : Gilbert Lieben - Place Fontainas, 9/11 - 1000 Bruxelles - tél. 02 508 58 11